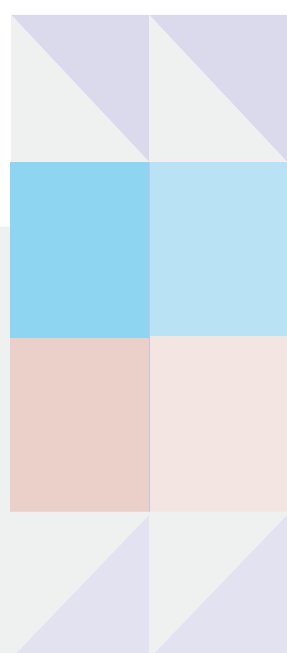


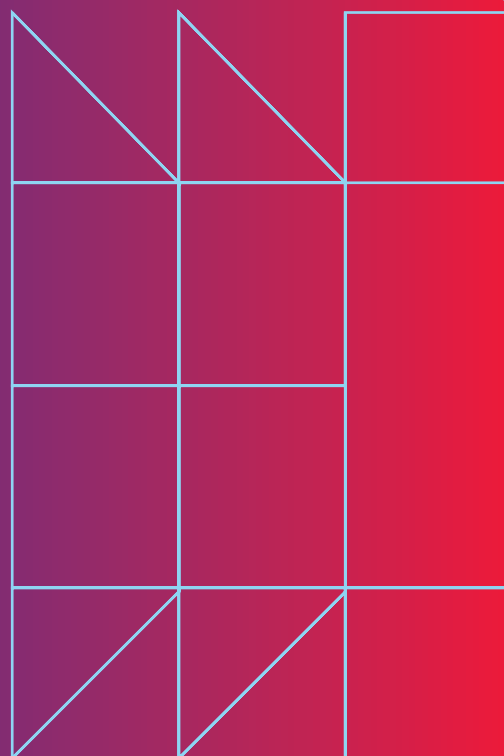


PACTE ECO 13

#NousLentreprise



PACTE ECO 13



Philippe
Korcia



Président
de l'UPE13

Une évidence qui devient réalité : en proposant, en janvier dernier, d'établir une gouvernance partagée sur l'économie avec les élus dans les communes et intercommunalités des Bouches-du-Rhône au lendemain des élections municipales, je savais que cette idée, novatrice, allait faire son chemin. C'est le cas. Parce qu'elle a rapidement permis de rassembler largement nos entrepreneurs qui, avec courage et talent, portent l'investissement productif et l'emploi. Parce qu'elle a trouvé un écho immédiat et plus que majoritaire chez nos concitoyens qui accordent massivement leur confiance aux chefs d'entreprise, symboles de l'efficacité et de la proximité. Parce qu'elle a interpellé positivement des élus, à l'échelle des communes ou de la Métropole Aix-Marseille, qui savent, par expérience et bon sens, que nous devons radicalement changer de méthode si vous voulons assurer un avenir à notre territoire et ses habitants.

Gouvernance partagée oui, agile et concrète, pour en finir avec les politiques publiques en silo, les décisions verticales et descendantes déconnectées de la réalité, les aberrations normatives, les fiscalités pénalisantes. C'est bel et bien un pacte, un pacte d'associés, que nous, chefs d'entreprises, proposons aux élus. Un pacte de confiance et d'action, d'écoute et de co-construction. Un pacte qui est un socle pour relever les défis, nombreux, qui nous attendent et rendre le territoire plus attractif par l'action. Du logement à la sécurité, de l'environnement aux mobilités, du foncier à l'innovation, chaque décision publique doit désormais avoir un impact plus positif et pertinent sur l'économie.

Ce pacte économique, bâti avec des thématiques fortes et incontournables, engage et oblige. C'est pourquoi nous voulons le faire signer formellement, en toute transparence, à l'ensemble de celles et ceux qui aspirent à diriger dans quelques semaines nos communes et notre métropole.

Le monde économique a prouvé, depuis des décennies, sa capacité d'écoute et de propositions, dans le cadre du paritarisme, en promouvant des accords exigeants, sources d'amélioration pour nos concitoyens. Ce savoir-faire, nous proposons donc de le mettre au service de nos élus et collectivités. Avec une condition : un travail, main dans la main, d'égal à égal, mené en dehors de tout cadre partisan mais avec un seul cap : l'intérêt général. Avec un fil conducteur : notre intelligence collective. Avec une ambition : rendre plus fort ce bout de France qui a de nombreux atouts. Oui, le temps est venu d'une nouvelle gouvernance bâtie sur l'union des entreprises et des territoires : c'est le sens de ce pacte économique 2026-2033 que je vous appelle à relayer massivement dans les prochains jours et les prochaines semaines.

BAROMETRE ECONOMIQUE 2026

La parole des entreprises du territoire !

Les dirigeants et acteurs économiques se sont exprimés.

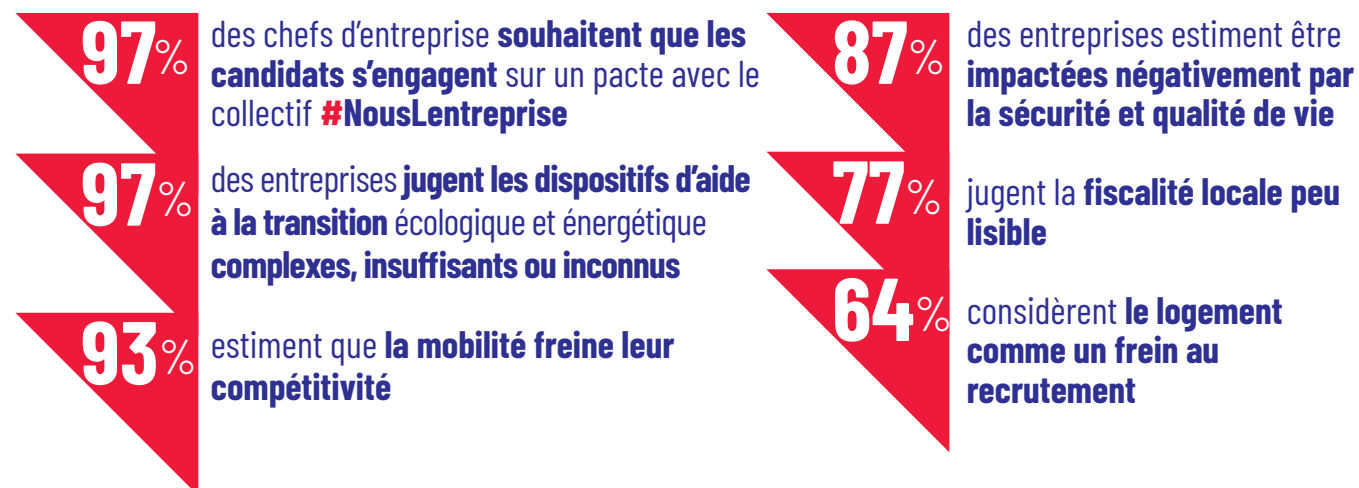
Leur message est clair : les prochaines échéances municipales seront déterminantes pour l'attractivité et la compétitivité de notre territoire. Ils sont **97% à vouloir que les candidats** aux élections municipales et métropolitaines **s'engagent** formellement, via un pacte économique.

Ce baromètre ne constitue ni une tribune politique ni un catalogue de revendications. Il est **l'expression des réalités vécues par les entreprises**. Elles ne souhaitent ni privilèges, ni exonérations massives. Elles demandent un territoire : **Accessible, Stable, Sûr, Prévisible !**

Le collectif **#NousLentreprise** souhaite contribuer au débat municipal de manière **responsable et constructive**.

Notre objectif : **partager des constats objectifs pour travailler ensemble sur des solutions visant à renforcer l'attractivité économique du territoire**.

6 ENSEIGNEMENTS MAJEURS



Collectif **#NousLentreprise** :

#NousLentreprise est une marque d'engagement collective qui affirme la place essentielle de l'entreprise dans l'économie et dans la société.

Elle rassemble des dirigeants et des acteurs économiques autour d'une conviction simple : l'entreprise est un moteur de croissance, d'emploi, d'innovation et de cohésion territoriale.

À travers une mobilisation constructive et responsable, **#NousLentreprise** porte une parole collective pour promouvoir un environnement favorable à l'investissement, à la compétitivité et au développement durable des territoires.

1. MOBILITÉ ET LOGEMENT

L'attractivité territoriale en tension !

MOBILITÉ : RECONNECTER LES BASSINS D'EMPLOI

93% des chefs d'entreprises estiment que les **DIFFICULTÉS DE MOBILITÉ** affectent directement leur **COMPÉTITIVITÉ**.

45' de route pour faire 20 km ne semble pas raisonnable, pourtant c'est le quotidien de beaucoup de personnes ... — PME

Préoccupations majeures :

- Des trajets domicile-travail trop longs
- Une desserte inadaptée aux horaires industriels
- Des difficultés d'accès pour les salariés non motorisés

Les entreprises veulent :

- 69%** : meilleure desserte des zones d'activités
- 48%** : Renforcement des transports en commun interurbains
- 43%** : Création de hubs multimodaux (train, bus, vélo, voiture)

Pour rappel, en 2024, les entreprises des Bouches-du-Rhône ont versé **429 M€ de versement mobilité**, ce qui représente **50% du budget** mobilité **métropolitain**. Depuis 2025, les entreprises payent une nouvelle taxe sur les Bureaux (TSB), qui a pour vocation de financer la Ligne Nouvelle Provence-Côte d'Azur (LNPCA), pour près de **20 M€**. En 2026, vient s'ajouter **30 millions d'euros de versement mobilité régionale**.

LOGEMENT : UN SUJET ÉCONOMIQUE MAJEUR

64% des entreprises identifient **LE LOGEMENT** comme un frein direct au **RECRUTEMENT**.

« Lors de nos embauches, le critère distance entre le lieu de résidence du candidat et le lieu de l'entreprise est devenu un vrai frein. » — ETI

Préoccupations majeures :

- Salariés contraints de s'éloigner du lieu de travail
- Décalage entre rémunération et coût du logement
- Manque de logements intermédiaires

Les entreprises veulent :

- 52%** : Accélérer la rénovation du parc existant
- 44%** : Accélérer la construction de logement
- 44%** : Favoriser des partenariats entreprises/collectivités/logeurs

L'attractivité territoriale repose aussi sur **la capacité à vivre et travailler dans un même bassin**. Le logement est devenu un levier direct d'attractivité économique. En 2024, les Bouches-du-Rhône ont enregistré 8 541 créations d'entreprises, générant 29 213 emplois salariés. En 2024, la Participation de l'Employeur à l'Effort de Construction (PEEC) s'élevait à **47.4 M€**.

2. FISCALITÉ ET FONCIER ÉCONOMIQUE

Besoin de stabilité et de lisibilité

FISCALITÉ : DONNER DE LA VISIBILITÉ AUX ENTREPRISES

77% des entreprises jugent la **FISCALITÉ LOCALE ILLISIBLE**. Les entreprises peuvent s'adapter à un cadre clair, mais pas à l'**imprévisibilité**.

La fiscalité et les charges sont de plus en plus lourdes pour des petites structures comme les nôtres, sans compter la CFE qui a encore augmentée. Ceci nous empêche d'embaucher. — TPE

FONCIER ÉCONOMIQUE : UN FREIN AU DÉVELOPPEMENT

76% des chefs d'entreprises considèrent que l'accès au foncier économique, est un **frein au développement de leur activité**.

En 2024, nous avons voulu investir dans nos propres locaux, mais le prix du foncier était tel que nous avons dû renoncer et rester locataires. Ce manque de foncier économique, nous fait perdre du temps, de l'énergie et des opportunités : il devient urgent de redonner aux entreprises l'espace nécessaire pour se développer. — ETI

Préoccupations majeures :

- Manque de visibilité pluriannuelle
- Complexité des règles et délais administratif
- Hétérogénéité territoriale

Les entreprises veulent :

- 72%** demandent une gouvernance fiscale clarifiée et stabilisée
- 58%** souhaitent la stabilisation de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) sur plusieurs années
- 60%** pointent le manque d'une stratégie de préservation du foncier économique

Les secteurs industriels, des transports et de la grande distribution sont les plus gros contributeurs fiscaux des Bouches-du-Rhône. **68% des recettes fiscales de la Métropole Aix-Marseille Provence proviennent des entreprises**. En 2023, 16 073 nouvelles entreprises ont été assujetties à la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) dans les Bouches-du-Rhône, pour un montant versé de 279M€.

En 2024, la Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) s'élève à 28,6 M€. La même année, les entreprises ont payé 92,67 M€ de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

3. SÉCURITÉ & QUALITÉ DE VIE

Un enjeu d'attractivité et de performance territoriale

SÉCURITÉ : EXIGENCE ÉCONOMIQUE

87% des entreprises estiment être impactées par la **PROPRETÉ ET LA SÉCURITÉ** des zones d'attractivités.

Le manque d'effectif de police dans le centre-ville, ajouté à la saleté et aux dégradations, réduit la fréquentation de nos commerces — PME

QUALITÉ DE VIE : MOTEUR DE COMPÉTITIVITÉ

70% identifient les grands **éléments sportifs et culturels**, comme **un levier économique** pour le territoire et leur activité.

Soutenir et pérenniser le développement de notre région ! — PME

Préoccupations majeures :

- Un sentiment d'insécurité aux abords de certaines zones d'attractivité économique
- Des incivilités et dégradations récurrentes
- Des difficultés liées à la propreté et à l'entretien de l'espace public
- Une dégradation de l'image du territoire

Les entreprises veulent :

- 65%** souhaitent plus de présence policière et une meilleure couverture de la vidéo protection
- 65%** veulent une meilleure gestion de la propreté et de l'entretien de l'espace public
- 51%** soulignent la nécessité de la mise en place d'une sensibilisation des élèves aux valeurs du civisme et de la citoyenneté
- 50%** souhaitent attirer de nouveaux événements internationaux

4. TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET RÉINDUSTRIALISATION

Accélérer sans complexifier

97% des entreprises jugent les dispositifs d'aide à la transition écologique et énergétique actuels **TROP COMPLEXES, INSUFFISANTS OU INCONNUS.**

87% souhaitent un **GUICHET LOCAL UNIQUE** de la transition écologique et énergétique.

Plus de 20 milliards d'euros d'investissements potentiels sont identifiés dans la Zone Industriale-Portuaire de Fos (ZIP de Fos), en attente de signaux politiques forts !

Préoccupations majeures :

- Simplification des démarches
- Soutien concret à la décarbonation
- Sécurisation énergétique
- Protection des activités stratégiques

Les entreprises veulent :

- 65 %** veulent accélérer le déploiement des nouvelles industries, et la décarbonation des industries existantes
- 55%** trouvent nécessaire d'associer les acteurs économiques aux outils stratégiques de développement du territoire
- 48%** demandent une stratégie globale d'aménagement à 2040

CONCLUSION

Ce baromètre révèle une attente forte : **un territoire plus lisible, plus accessible, plus stable et plus sûr.**

Les entreprises sont prêtes à investir, innover et créer de l'emploi.

Elles attendent un cadre clair, cohérent et durable.

Le collectif **#NousLentreprise** souhaite que ces enseignements nourrissent le débat municipal et métropolitain pour construire un projet territorial à la hauteur des enjeux économiques.

SONDAGE

Les citoyens ont bien compris l'enjeu et positionnent l'entreprise comme un acteur clé de l'amélioration de la métropole Aix-Marseille. Loin devant l'Etat (**20%**), et les politique (**17%**).

Aujourd'hui, face aux citoyens, les Chefs d'entreprises prennent leur responsabilité, et propose un pacte de confiance aux candidats municipaux et métropolitains.

Pacte Eco 2026 – 2033

Engagements pour les Municipales

1 _ Préambule

La confiance est le socle d'une société qui avance et le moteur d'une croissance durable. Dans un contexte de défiance politique, deux acteurs restent au cœur de la proximité et de l'action concrète : **le chef d'entreprise et l' élu local (le maire et le Président de la métropole)**. Ce pacte propose de les réunir autour d'une **gouvernance (économique) partagée**, au service de l'emploi, de l'innovation et de l'intérêt collectif sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille.

2 _ Notre ambition

Passer d'une logique de promesses à une logique de **co-construction**. Faire de l'économie un pilier transversal de l'action municipale : sécurité, logement, mobilité, attractivité, transition écologique et sociale.

3 _ Les engagements du Pacte

En signant ce pacte, les candidats s'engagent à :

1. Instaurer une gouvernance partagée de l'économie

- Créer les conditions Ville, Métropole-Entreprises de co-décision et de suivi.
- Travailler d'égal à égal, dans la transparence et la confiance.

2. Mettre fin à la politique du silo

- Coordonner les politiques publiques locales avec les besoins réels du tissu économique.
- Supprimer les concertations de façade au profit de décisions opérationnelles.

3. Placer l'entreprise au cœur des politiques municipales

- Intégrer l'impact économique et emploi dans toute décision municipale.
- Soutenir l'entrepreneuriat local, les TPE-PME, l'artisanat et l'industrie.

4. Agir sur les leviers clés de la croissance locale

- **Sécurité** : garantir un environnement sûr pour travailler et investir.
- **Logement** : faciliter l'accès au logement pour les actifs.
- **Mobilités** : améliorer les déplacements domicile-travail et logistiques.

5. Co-construire une vision économique territoriale

- Définir ensemble une stratégie claire de développement et d'attractivité de la Métropole de Marseille.
- Prioriser l'innovation, la transition écologique pragmatique et la création de richesses.

6. Rendre des comptes aux citoyens

- Signer ce pacte publiquement devant les Marseillais et les habitants de la Métropole d'Aix-Marseille.
- Évaluer chaque année les engagements pris et les résultats obtenus

4 _ Un Pacte qui engage

Ce pacte est comparable à un **pacte d'associés** : il engage, il oblige. Il repose sur la confiance, la transparence et la responsabilité partagée entre élus et entrepreneurs.

5 _ Notre conviction

Face aux divisions et à la loi du plus fort, l'union des entreprises et des territoires est la réponse la plus efficace et la plus juste. **Changer de paradigme est une nécessité. Le moment est venu.**

Nom

Prénom :

Parti du candidat :

Ville :

Signataire candidat(e) :